

Les Irrrotationnels

Association des étudiants de Physique à l'EPFL

Statuts

Tous les termes représentant des fonctions désignent des personnes des deux sexes

Approuvés le XX/XX/2022

Titre I - Dénomination, siège et but

Article premier - Nom

L'Association « Les Irrrotationnels » (ci-après : l'association) est une association à but non lucratif constituée conformément aux dispositions des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Article 2 - Siège

Le siège de l'association est à 1015 Lausanne

Article 3 - Buts

¹ L'association a pour buts :

- de réunir les étudiants de la section de physique de l'EPFL au travers de ses différentes volées

- de soutenir ses membres dans leurs études et leurs projets en lien avec la section
- d'entretenir un lien avec les autres acteurs universitaires et les anciens étudiants diplômés de la section.

² L'association est affranchie de toute orientation et rattachement de nature politique ou religieuse.

³ L'association n'est dépendante d'aucune autre association. Elle est régie par le droit suisse applicable et la directive régissant les associations reconnues de l'EPFL.

Titre II - Membres

Article 4 - Acquisition de la qualité de membre

¹ Peut être admis comme membre de l'association, tout étudiant régulièrement immatriculé de la section de physique de l'EPFL.

² Pour autant que l'association demeure majoritairement constituée d'étudiants de la section, toute personne présentant le même état d'esprit à la réalisation du but associatif peut faire une demande d'adhésion. Une demande écrite doit être faite au comité de direction (ci-après CdD) qui décidera de l'admission du candidat. En cas de refus de la part du CdD, un recours peut être adressé à l'assemblée générale (ci-après AG) qui examinera la demande. La décision de l'AG est irrévocable et définitive.

³ Par sa demande d'admission, le membre adhère sans réserve aux statuts et aux règlements de l'association et s'engage à respecter les décisions de l'association

Article 5 - Qualité de membre

¹ Les membres de l'association peuvent avoir la qualité de :

- membres étudiant
- membres du comité de direction
- membres d'une commission
- anciens membres. Deviennent anciens membres les membres du CdD ou les membres d'une commission de l'année précédente s'ils n'ont pas démissionné ou été exclus.
- membres d'honneurs. Ils sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres du CdD, d'une commission ou les anciens membres ayant oeuvrés de manière particulièrement remarquée au développement de l'association

² Les membres du comité de direction et les membres d'une commission sont des membres actifs de l'association.

³ Les statuts de membres du CdD et membres d'une commission sont cumulables.

⁴ Les statuts de membres actifs et membres d'honneur sont cumulables.

⁵ La qualité de membre d'honneur est donnée à vie et ne peut être retirée.

Article 6 - Perte de la qualité de membre

¹ La qualité de membre se perd par la démission, l'exclusion ou si les conditions d'admission du membre ne sont plus réunies, en particulier, en cas d'exmatriculation de l'EPFL, conformément à l'article 4.

² Un membre peut démissionner en tout temps de l'association, moyennant un préavis de 14 jours. La démission doit être présentée par écrit au CdD. Un membre actif démissionnaire ne possède pas la qualité d'ancien membre sauf décision contraire du CdD ou de l'AG.

³ Demeure réservée la sortie immédiate pour des justes motifs, notamment pour des raisons de santé ou toute raison jugée valable par le CdD.

⁴ Le CdD peut, à la majorité absolue, prononcer l'exclusion d'un membre si celui-ci contrevient directement et de manière grave aux buts ou règlements de l'association ou pour tout juste motif selon la loi. Un membre exclu est notifié par écrit de la décision du CdD. Un membre exclue ne dispose pas de la qualité d'ancien membre sauf décision contraire du CdD ou de l'AG.

⁵ Avant son exclusion, tout membre a le droit d'être entendu par le CdD au complet sur les motifs de son exclusion.

⁶ Un membre exclu peut faire recours dans les 7 jours dès la notification de son exclusion et s'il a au préalable été entendu par le CdD. La demande de recours doit alors convoquer une AG extraordinaire dans les 14 jours suivant la réception du recours. Le

recours ne suspend pas la décision d'exclusion. La décision de l'AG est immédiate, irrévocable et définitive.

⁷ Les membres démissionnaires, en partance ou exclus, ont la responsabilité, au moment de leur départ, de transmettre à leur successeur, le cas échéant au CdD, tous les documents et dossiers relatifs à la fonction qu'ils assumaient au sein de l'association, ainsi que l'intégralité du matériel mis à leur disposition par l'association.

Titre III - Organisation

Article 7 - Organes

¹ Les organes de l'association sont :

- 1) l'Assemblée Générale
- 2) le Comité de Direction
- 3) la Commission de Contrôle (CdC)
- 4) les Commissions d'Activités (CdA)

² L'AG peut instituer, si nécessaire, des organes subordonnés.

L'Assemblée Générale

Article 8 - Convocation de l'Assemblée Générale

¹ Une Assemblée Générale Ordinaire (AGO) est convoquée une fois par année. Elle a lieu dans les 4 premières semaines du premier semestre de l'année académique.

² Une convocation écrite à l'AG, contenant l'ordre du jour, est envoyée au minimum 14 jours à l'avance à tous les membres. La convocation mentionne la date, le lieu et l'ordre du jour de l'AG.

³ Tout le matériel de travail doit être envoyé à tous les membres et auditeurs au minimum 5 jours à l'avance. Pour les AGO, les convocations doivent inclure, au minimum, le procès-verbal de la dernière AGO, l'ordre du jour, les rapports d'activités du CdD, les comptes finaux, les statuts en cours, s'il y a lieu, les nouveaux statuts et les applications des nouveaux candidats. Cette liste n'est pas exhaustive.

⁴ Si le matériel de travail est envoyé en retard, le CdD doit en répondre devant l'AG.

⁵ L'ordre du jour peut-être modifié par l'AG à la majorité qualifiée.

Article 9 - Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire

¹ Une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) est convoquée si le CdD le décide ou si un cinquième des membres l'exige. Le CdD convoque une AGE par la communication de l'ordre du jour avec un préavis de 7 jours au minimum.

Article 10 - Membres conviés

¹ L'AG réunit les membres de l'association.

² Chaque membre possède une voix.

³ Les membres d'honneur et anciens membres sont autorisés à participer aux AG, à titre consultatif. Ils n'ont pas le droit de vote.

⁴ Sur invitation ou acceptation du CdD, d'autres personnes que celles mentionnées à l'alinéa 2 peuvent assister à l'AG. En revanche, elles n'ont pas le droit de vote.

⁵ Les personnes susmentionnées ont le droit de prendre la parole à l'AG

Article 11 - Vote par procuration

Le vote par procuration n'est pas autorisé lors d'une AG.

Article 12 - Compétences

¹ L'AG est l'organe est le pouvoir suprême de l'association.

² L'AG dispose de toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à un autre organe. En particulier, l'AG a les compétences suivantes :

- approbation du procès-verbal de la dernière AG
- approbation du rapport annuel du CdD
- approbation du rapport de la CdC
- élire les membres du CdD
- décharge le CdD
- élire les membres de la CdC
- admission de nouveaux membres
- exclusion de membres

- modification des statuts
- approbation des règlements
- création des CdA
- approbation des statuts et des règlement des CdA
- élire ou confirmer les membres des CdD des CdA
- décharge les CdD des CdA
- dissolution des CdA
- détermination du montant maximum à hauteur duquel le CdD peut engager l'association
- décerner le titre de membre d'honneur
- dispose des actifs sociaux
- règlement des affaires qui ne sont pas du ressort d'autres organes
- tout autre point porté à son ordre du jour
- dissolution de l'association

Article 13 - Direction des débats et décisions

¹ Le président de l'association, ou, s'il n'est pas présent, un autre membre du CdD, dirige l'AG.

² L'AG prend ses décisions à la majorité simple des voix exprimées. Si les statuts exigent une majorité qualifiée, il s'agit des deux tiers des voix présentes. Selon les statuts, si une majorité simple est demandée, alors les abstentions ne comptent pas. Si une majorité qualifiée est demandée, alors les abstentions comptent comme votes négatifs. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

³ Sauf disposition contraire des statuts, l'AG siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

⁴ Deux scrutateurs sont nommés parmi les personnes présentes à l'AG, à l'exception des membres du CdD et des personnes candidates à une élection si cela est possible. Les scrutateurs comptent les voix et rendent le décompte final de toutes les votations au président de l'AG, qui les proclame officiellement.

⁵ L'AG vote à main levée. Si un cinquième des membres présents et ayant le droit de vote ou si le CdD le demande, l'AG peut voter par bulletin secret. Si le vote par bulletin secret est choisi, un troisième scrutateur est alors élu ponctuellement pour participer au dépouillement, sous les mêmes conditions que les autres scrutateurs. Dans tous les cas, les bulletins nuls ne comptent pas comme des voix exprimées.

⁶ Les décisions de l'AG sont consignées dans un procès-verbal tenu par un secrétaire désigné à cet effet par l'AG elle-même. Le procès-verbal doit-être signé par ce secrétaire et par celui qui a dirigé l'AG.

Article 14 - Décisions particulières

¹ L'AG élit les membres du CdD et de la CCC à la majorité absolue des voix exprimées. Si une telle majorité n'est pas atteinte, le candidat ayant reçu le moins de voix est éliminé et un nouveau tour est organisé. En tout temps lors d'une élection, si une majorité simple de vote blanc est exprimée, aucun candidat n'est élu et de

nouveaux candidats doivent se présenter à la même AG. Si aucun candidat ne se propose, le vote est reporté à une futur AG.

² L'AG décide de l'admission sur un recours et de l'exclusion de membres à la majorité qualifiée des voix exprimées.

³ L'AG modifie les statuts à la majorité absolue des voix exprimées.

⁴ L'AG décide de la dissolution de l'association à la majorité qualifiée lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet, avec ce seul point à l'ordre du jour et réunissant au minimum les deux tiers des membres actifs. Si ce quorum n'est pas atteint, une AGE est convoquée à nouveau dans un délai de 7 jours. Elle siège alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Le Comité de Direction

Article 15 - Composition et mandat

¹ Le CdD se compose d'au minimum trois personnes et d'au maximum douze personnes.

² Le CdD commence son mandat dès la fin de l'AGO du début de l'année académique et y reste jusqu'à l'AGO du début de l'année académique suivante. Chaque membre du CdD sortant à le devoir d'aider à la transition de son successeur.

Article 16 - Élection des personnes composant le CdD

¹ Est éligible tout membre de l'association.

² Toutes les candidatures pour les postes obligatoires doivent parvenir au minimum 8 jours avant l'AGO

³ L'AG élit un maximum de 12 membres pour le CdD

⁴ Si le CdD le souhaite, il peut d'abord procéder à une élection interne et, ensuite, ouvrir le reste des postes à tous les membres de l'association. Dans ce cas-là, l'AG confirme les postes pourvus à l'aide de l'élection interne. Le reste des postes est alors pourvu lors de l'AG.

Article 17 - Constitution du CdD

¹ La constitution du CdD a lieu lors de l'élection de ses différents membres pour les postes qui le compose. Pour agir, valablement, le CdD doit être composé obligatoirement d'un Président, d'un Vice-président, d'un Trésorier et d'un Responsable des commissions. Les postes de Vice-président et de Trésorier peuvent être cumulés

² Si un membre du CdD quitte ledit comité avant la fin de son mandat, le CdD se doit de nommer un intérim qui sera confirmé lors de la prochaine AG

³ Le Président de l'association se doit d'être un étudiant de la section de physique de l'EPFL.

⁴ Le Président et le Vice-président doivent, pour autant que cela soit possible, avoir été membre du comité lors d'un précédent mandat. Ils ont donc la priorité sur les autres candidats.

⁵ Afin d'assurer une bonne représentativité des membres du CdD, ceux-ci seront, pour autant que cela soit possible, répartis dans les cinq années d'études en physique.

Article 18 - Réunion, décisions et quorum

¹ Le CdD se réunit sur convocation du Président aussi souvent que la conduite des affaires l'exige. Il doit être convoqué si au moins un tiers des membres du CdD le demandent.

² Le CdD siège valablement si la majorité absolue des membres est présente.

³ Le CdD prend ses décisions, sous réserves de dispositions statutaires contraires, à la majorité simple des votants. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Si un règlement ou des statuts exigent une majorité qualifiée, il s'agira des deux tiers des votants.

⁴ Un procès verbal des décisions est effectué. Ce dernier est accessible sous demande d'un membre de l'association.

Article 19 - Pérennité de l'association

¹ Dans le but de maintenir la pérennité de l'association, le CdD actuel se doit d'analyser les candidatures pour le CdD.

² Le CdD peut rejeter des candidatures, si celui-ci estime que les candidats ne présentent pas le même état d'esprit que celui de l'association, ne possèdent pas les compétences requises pour le poste en question ou que ceux-ci pourraient porter préjudice à la pérennité de l'association ou à l'EPFL.

³ Le rejet d'une candidature est décidé à la majorité qualifiée du CdD.

⁴ Si un poste obligatoire du CdD n'est pas pourvu, le dernier membre alors en poste reste en fonction jusqu'à ce qu'il trouve son remplaçant, qui sera confirmé à l'AG la plus proche.

Article 20 - Décisions par voie circulaire

¹ Il est possible de prendre des décisions par voie circulaire, hors des séances du CdD.

² Si après une semaine tous les membres du CdD n'ont pas donné de réponse, la décision est acceptée si les deux tiers l'ont acceptée. S'il y a un vote négatif, la décision par voie circulaire ne rentre pas en vigueur.

³ Si une décision par voie circulaire échoue à cause d'un vote négatif, elle peut être mise à l'ordre du jour de la prochaine séance du CdD. La personne n'ayant pas soutenue la décision par voie circulaire doit alors s'expliquer devant le CdD.

⁴ Lors de chaque séance du CdD, les dernières décisions par voie circulaire seront adoptées formellement pour faire partie intégrante du procès-verbal de séance.

Article 21 - Compétences du CdD

¹ Le CdD est l'organe exécutif de l'association. En tant que tel il entreprend le nécessaire pour réaliser les buts mentionnés à l'art. 3.

² Le CdD est compétent pour toute tâche qui n'est pas expressément du ressort d'un autre organe, notamment :

- administrer l'association
- exécuter les décisions de l'AG
- diriger, coordonner et représenter l'association
- sauvegarder les intérêts de l'association
- gérer les ressources et le budget et établir la comptabilité et le bilan annuel de l'association.
- tenir la caisse
- superviser les CdA
- confirmer un intérim d'une CdA
- engager l'association
- établir un rapport sur les activités de l'association
- tenir à jour la liste des membres actifs de l'association

- proposer l'attribution du statut de membres d'honneur de l'association à l'AG

Cette liste n'est pas exhaustive.

La Commission de Contrôle

Article 22 - Composition et mandat

¹ La CdC se compose de trois personnes, deux vérificateurs des comptes et un suppléant.

² La CdC est élue pour un mandat de un an correspondant à l'année comptable.

Article 23 - Élection des personnes composant la CdC

¹ Est éligible tout membre de l'association pour autant qu'ils ne soient pas membres du CdD.

² Les membres sont rééligibles.

Article 24 - Devoirs et compétences

¹ La CdC s'engage à fournir un rapport sur les comptes de l'association et des CdA qui lui sont présentés.

² La CdC peut en tout temps obtenir la production des livres et pièces comptables et l'état de la caisse de l'association comme de ses CdA.

³ Si la CdC le souhaite, elle peut demander au CdD la tenue d'une AGE. Le CdD doit alors prendre les dispositions stipulées à l'art. 9. La CdC doit expliquer le motif de la tenue de l'AGE devant l'AG.

Les Commissions d'Activité

Article 25 - Buts

¹ Les buts d'une CdA sont compatibles avec ceux de l'association. Les moyens pour les atteindre le sont également.

² Les membres des CdA se doivent de défendre les intérêts et l'image de l'association et de la CdA.

Article 26 - Organisation

¹ Le pouvoir exécutif de chaque CdA est détenu par un comité.

² Chaque CdA a le devoir d'écrire un règlement comprenant notamment :

- Description de la CdA, de ses buts et de ses activités
- La notion de membre (si applicable), qui peut différer de la notion de membre de l'association telle que définie dans les statuts
- La perte de qualité de membres
- Les postes des comités
- Le processus d'élection des comités
- La période de mandat des comités

- Les processus de décisions

Cette liste n'est pas exhaustive.

Le comité se compose d'un Président, d'au moins un Vice-président d'un trésorier et d'éventuels d'autres membres. Les rôles de Vice-président et de Trésorier sont cumulables.

³ Les membres du comité doivent, en principe, être membres étudiants de l'association. Toutefois, cette règle peut être dérogée si les conditions de l'art. 4 al. 2 sont respectées.

⁴ Les membres des CdA se doivent de défendre les intérêts et l'image de l'association et de la CdA.

⁵ Le comité est élu selon un système décrit dans le règlement interne, à défaut, le comité sortant élit les nouveaux Président, Vice-président et Trésorier.

⁶ Chaque CdA est tenue de présenter un rapport d'activité à l'AGO du début d'année académique.

⁷ Toutes les décisions prises par le comité d'une CdA doivent être consignées dans un procès-verbal.

Article 27 - Responsabilité

¹ Le Président de la CdA est responsable des actions de son comité devant le CdD et l'AG.

² Chaque CdA doit être représentée au moins par soit le Président, le Vice-président ou le Trésorier lors de l'AG annuelle. Si personne ne peut s'y rendre, la CdA doit en informer le CdD.

Article 28 - Comptabilité et budget

¹ Les CdA peuvent annuellement réaliser une demande de subvention auprès du CdD pour la réalisation de leurs projets.

² Les CdA doivent soumettre à chaque fin d'exercice, leur comptabilité aux CC, afin qu'elle soit vérifiée. Les CC présentent un rapport sur la comptabilité de chaque CdA à l'AGO annuelle.

³ Le Trésorier du CdD se réserve le droit de demander à la CdA des précisions concernant ses dépenses à tout moment.

⁴ En cas de fortune négative, le CdD définit avec la CdA un plan de remboursement.

Article 29 - Matériel et locaux de l'association

¹ Toutes les CdA peuvent demander l'accès aux locaux de l'association pour y tenir leur réunion.

² Toutes les CdA peuvent, en principe, utiliser les espaces de stockage et le matériel de l'association.

Article 30 - Communications

¹ Toutes les CdA doivent toujours se présenter comme une commission des Irrrotationnels et non comme une association indépendante.

² De façon générale, les CdA essaient de promouvoir leur lien avec l'association en lui offrant de la visibilité.

³ Les CdA peuvent demander à utiliser les canaux de communications de l'association pour promouvoir leurs évènements ou leurs recrutements.

Article 31 - Mise sous tutelle

¹ En cas de non-respect des statuts de l'association, le CdD peut décider à tout moment de mettre ladite CdA sous tutelle. Le comité de la CdA perd alors tout pouvoir exécutif. Ce dernier revient au CdD qui devient dès lors responsable de faire poursuivre au mieux les activités de la CdA.

² Le CdD a l'obligation de présenter lors de l'AG suivante les raisons de cette mise sous tutelle.

³ Le CdD peut mettre fin à la tutelle. Il doit tout de même présenter lors de l'AG suivante, les raisons de la mise sous tutelle et la levée de celle-ci.

⁴ La CdA mise sous tutelle garde son droit de faire recours aux CC.

⁵ Si le CdD estime que les actions d'un ou plusieurs membres du comité d'une CdA portent atteinte aux buts ou à l'image de l'association, le CdD peut demander l'exclusion de l'un ou de plusieurs membres. Le CdD choisit alors le processus de décisions en accord avec les CC.

Titre IV - Finances

Article 32 - Revenus

L'association se finance, notamment, par :

- les legs, donations et mécénats
- les subventions
- les parrainages
- les intérêts dégagés par les avoirs de l'association
- les bénéfices dégagés lors des manifestations
- etc.

Article 33 - Année comptable

L'année comptable correspond à l'année académique.

Article 34 - Transparence financière

¹ Le CdD s'oblige à respecter les principes de vérité, de clarté et de transparence dans la tenue des comptes.

² Le Trésorier présente à l'AG la comptabilité et le bilan annuel de l'association avec le rapport de la CdC.

Article 35 - Représentation et responsabilité

¹ Le CdD engage l'association par la signature collective à deux du Président et du Trésorier.

² L'association répond seulement sur son capital.

Titre V - Dispositions finales

Article 36 - Dissolution

L'AG peut décider de la dissolution de l'association selon les dispositions de l'art. 15 al. 4.

Article 37 - Liquidation

¹ En cas de dissolution, le mandat de liquidation revient au CdD actif en fonction.

² Les membres de l'association n'ont aucun droit sur l'avoir social. L'actif net disponible est entièrement versé à une association d'étudiants présentant des buts similaires à ceux de l'association, reconnue par l'EPFL et choisie avec cette dernière.

Article 38 - Abrogation des statuts en vigueur

Les présents statuts abrogent et remplacent les précédents statuts du 22 septembre 2020, ainsi que tous les statuts antérieurs de l'association.

Article 39 - Entrée en vigueur

¹ Les présents statuts entrent en vigueur le XX/XX/2022, sur votation de l'AG.

² Les présents statuts sont disponibles en tout temps sur le site internet des Irrotationnels, sous réserve que les conditions matérielles le permettent.

La Présidente,
Léa Dreyfus

La Secrétaire Générale,
Madeline Salomé